



digital.union@sonapresse.com

L'actu du web

Par I.M'B.

CAMEROUN : UNE TUERIE ET DES ATROCITÉS



Photo: DR

Voici un sujet qui pourrait bien passionner la CEEAC et les chroniqueurs des réseaux sociaux au Cameroun. Selon Jeune Afrique et TV5 Monde, Ajeck Hilda, 16 ans, élève en classe de troisième au collège-lycée de Kake, dans la ville de Kumba (région du Sud-Ouest) a été tuée par balle, le 4 septembre dernier, deux jours après l'assassinat de deux enseignants à Belo, dans le Nord-Ouest. "Dans les régions anglophones du Cameroun, la guerre au ralenti et la paix au point mort", ajoute Le Monde.fr. Les civils sont l'objet d'atrocités aussi bien de la part des militaires du régime que des forces armées séparatistes anglophones.

NIGER : LA FRANCE VA RETIRER SES FORCES MILITAIRES

Selon Le Monde.fr, Paris a discrètement lancé des discussions avec les militaires au pouvoir à Niamey sur les modalités du "retrait de certains éléments", après avoir d'abord refusé d'obtempérer aux injonctions des militaires au pouvoir depuis le 26 juillet 2023, suite à la destitution du président Bazoum. Quelque 1 500 soldats seraient toujours déployés dans le pays.

NIGER : LES MILITAIRES REFUSENT DES ALIMENTS DU PAM



Photo: DR

D'après le Programme alimentaire mondial (PAM), quelque 6 000 tonnes de marchandises (céréales, de l'huile, de la nourriture spécifique et des médicaments) pour les enfants fournies par l'agence des Nations unies sont maintenues hors des frontières du Niger. Les militaires au pouvoir trouvent louche cette générosité alimentaire du PAM. Et pour cause, les autorités nigériennes se méfient notamment de ce qu'a fait l'ONU suite à l'accord sur le blé d'Ukraine où les navires ukrainiens auraient servi discrètement à transporter armement et mercenaires.

LES COMMUNAUTÉS

Transition au Gabon : ces experts qui pensent à la place des Gabonais

I.M'B.
Libreville/Gabon

USANT des médias d'État, de certains journaux internationaux et des canaux des pays voisins, de nombreux "experts" se sont jetés sans discernement dans la guerre de désinformation et dans le dénigrement du Gabon, des Gabonais et de leurs nouvelles autorités.

Découragés de ne voir aucun Gabonais ou presque s'offusquer publiquement de la destitution du président Ali Bongo Ondimba et du processus de restitution de nos institutions qui s'amorce, nombreux sont ces experts improvisés, géostratèges et autres curieux spécialistes du Gabon qui se livrent à des analyses au mépris du ressenti des Gabonais eux-mêmes. Les communautés pullulent et leurs représentants en quête de popularité partent en guerre contre le Gabon, sur les plateaux de télévision, des médias en ligne et des réseaux sociaux, en France et surtout au Cameroun. C'est le cas de Vincent Crouzet, ancien collaborateur de la DGSE, bombardé "spécialiste de l'Afrique", ex-conseiller auprès du secrétaire d'État au Commerce extérieur, et auteur de romans d'espionnage qui, interrogé par L'Express en ligne, analyse les



Photo: Scott Ngakila

La joie des Gabonais contraste avec l'amertume de la sous-région et des experts occidentaux.

récentes actions militaires au Niger (26 juillet) et au Gabon (30 août).

Tactique 1 : agiter l'épouvantail de la peur : "un effet de contagion ailleurs". Est-ce ce qui explique l'empressement de Paul Biya à recomposer sa sécurité et les agissements de la CEEAC et de la Cémac ?

Tactique 2 : infantiliser le Gabon, ses dirigeants et son élite quant à l'idée de s'autodéterminer ou réfuter l'image de nation pétaudière où chaque étranger vient se servir de ses richesses. La preuve : Vincent Crouzet, comme d'autres Occidentaux, conserve ce regard du colon tuteur. " En tant qu'ancienne puissance coloniale, nous

sommes en permanence dans le repentir. Nous n'assumons pas le fait que pour rester une puissance d'envergure, nous devons conserver une influence politique, économique et militaire en Afrique."

Dans cette interview, il cache mal les intentions des puissances coloniales quand elles perdent le contrôle des palais présidentiels africains : semer le terrorisme. D'où cette insinuation à provoquer une insurrection interne par " le djihadisme", mais aussi "à toutes sortes de systèmes criminogènes, à des guerres civiles".

L'autre tactique de ces communautés virtuelles c'est l'insinuation permanente à la

Russie pour jeter l'opprobre sur le CTRI : " Wagner a démarré une activité importante de ce type en République centrafricaine à travers la compagnie Bois Rouge qui lui apporte énormément de profits. Les ressources en bois du Gabon pourraient à leur tour faire l'objet d'une prédation russe".

D'où cette conclusion loufoque : "Même si Wagner n'est, semble-t-il, pas derrière ces coups d'État, le renseignement militaire russe, très présent en Afrique, peut avoir joué un rôle. Les Russes sont, en tout cas, opportunistes et prêts à s'engouffrer dans tous les espaces vides."

Aux Gabonais de faire montre de vigilance et de maturité.

INUTILE ACHARNEMENT CONTRE UN GABON PRÉOCCUPÉ PAR SON DESTIN

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

Le coup d'État militaire au Gabon fait réagir au-delà des frontières du pays. Et notamment au Cameroun, où l'actuel président Paul Biya, âgé de 90 ans, est au pouvoir depuis 40 ans. Le dirigeant a procédé à un vaste remaniement au sein de l'armée", publie TV5 Monde, sur son site. Avant d'ajouter. " Les opposants à Paul Biya estiment qu'il pourrait subir le même sort que son voisin". Aboya Endong Manassé, politologue camerounais proche du Rassemblement démocratique

du peuple camerounais (RDPC), estime que le Cameroun n'a rien à craindre, car la démocratie y règne et les institutions fonctionnent bien.

En quoi le Gabon est comble de ces reportages et de ces opinions, au point où même les institutions s'en mêlent. Un communiqué signé du porte-parole du gouvernement du Cameroun, René Emmanuel Sadi, a condamné une " prise de pouvoir anticonstitutionnelle " et a appelé au " rétablissement rapide de l'ordre constitutionnel ". Emboitant le pas au ministre de la Communication, les militants du Rassemblement démocratique du

peuple camerounais (RDPC, au pouvoir) ont dénoncé un déni de la démocratie, affirmant que " le Cameroun n'est pas le Gabon ". Agitant la peur auprès des démocraties sédentaires de la sous-région afin de déclencher une action d'isolement du Gabon, comme la France l'a fait avec le Mali et le Niger à travers la CE-DEAO, L'express.fr titre : Coup d'État au Gabon : "Le Cameroun pourrait tomber demain, puis la Côte d'Ivoire...", selon un avis de Vincent Crouzet, ancien de la DGSE. En quoi ces opinions sur les démocraties voisines engagent-elles les Gabonais et leurs nouvelles autorités ?

EXPRESSION DIRECTE



Photo: DR